

**Meyer HABIB**

Député de la 8<sup>ème</sup> circonscription des français de l'étranger

Chypre - Grèce - Israël - Italie - Malte - Saint-Marin - Turquie - Vatican

Membre de la Commission des Affaires étrangères

Lettre ouverte au Président de la République sur les suites de l'accord sur le nucléaire iranien

Paris, le 10 août 2015

Monsieur le Président de la République, *Cher Français,*

Moins de deux semaines après la conclusion de l'accord sur le nucléaire iranien, vous avez décidé d'inviter à Paris en novembre prochain le Président de la République islamique d'Iran et d'engager un renouveau des relations bilatérales. Cette invitation est, à mon sens, prématurée et marque une inflexion forte de notre diplomatie par rapport à la position de fermeté défendue par la France depuis une dizaine d'années. Alors que le P5+1 vient d'agréer un accord très favorable à l'Iran, le succès de ce dernier passe avant tout par une normalisation du régime. Dans le cas contraire, cette nouvelle donne viendra renforcer un régime despotique, qui promeut depuis plus de trente ans le terrorisme islamiste et mène une politique d'agression contre les Etats de la région. Or, à ce stade, tout indique que, face à la capitulation de la diplomatie américaine, l'Iran persévère dans sa politique de déstabilisation régionale, d'expansion islamiste et de sectarisme chiite. Il appartient à la France de continuer à faire barrage face à ces dérives, qui pourraient déboucher sur des développements dramatiques.

L'avenir seul permettra de déterminer si l'accord conclu à Vienne le 14 juillet possède les vertus d'équilibre et d'efficacité que certains lui prêtent. Je l'espère mais j'en doute fort. Or, quand il s'agit de savoir si une dictature islamiste aura accès à l'arme atomique, le doute n'est pas permis. Tout le monde souhaitait un bon accord, qui seul peut éviter la guerre. Sans entrer dans le détail, force est néanmoins de constater qu'il laisse subsister d'importantes zones d'ombre et que sa crédibilité est mise en question par de nombreux observateurs. Certes, notamment grâce à la position ferme et responsable de la France sous votre impulsion dans un premier temps, l'accord marque grâce à vous un progrès par rapport à la base de négociation. Il demeure que, contrairement à ce que soutient l'administration Obama, le choix n'était pas entre cet accord et la guerre mais entre cet accord et un meilleur accord, un accord qui assure que jamais l'Iran ne disposera d'armes nucléaires. Or, à ce stade, cet accord ouvre la voie à deux options : soit l'Iran aura le droit de fabriquer des armes atomiques à un horizon de 10-15 ans, c'est-à-dire demain, soit l'Iran continuera de tricher et dissimuler comme il le fait depuis douze ans et atteindra la capacité nucléaire sous quelques mois ou années. J'ai la conviction que les grandes puissances n'ont pas exploité pleinement les ressources diplomatiques à leur disposition. Soumis à une contestation grandissante et affaibli par les sanctions, le gouvernement de Téhéran aurait pu faire beaucoup plus de concessions.

Ce qui est certain, c'est que le succès de cet accord est conditionné, certes par la vigilance de la communauté internationale, mais avant tout par un changement fondamental d'attitude du régime iranien. On en est, hélas, très loin. Monsieur le Président, c'est, à mon sens, à la fois une faute morale et une erreur

stratégique que d'engager une politique de coopération avec un régime qui est aujourd'hui aux antipodes de nos valeurs et qui menace constamment depuis plus de trente ans la paix et la sécurité internationales. La République islamique d'Iran reste un régime totalitaire et islamiste, qui bafoue systématiquement les droits humains et applique la charia dans sa version la plus rétrograde. L'élection du président prétendument modéré Hassan Rohani n'a, de l'avis unanime des experts, rien changé à ce constat. Depuis un an, plus de mille personnes ont été exécutées en Iran, à l'instar, fin 2014 de Reyhaneh Jabbari, jeune iranienne qui a été pendue pour avoir tué son violeur en état de légitime défense. Le jour-même de la visite du Ministre des Affaires étrangères, le 29 juillet 2015, trois jeunes hommes furent publiquement pendus. De plus, je vous rappelle l'Iran reste un Etat voyou et terroriste, qui a agressé notre pays à de nombreuses reprises depuis le début des années 1980, comme avec l'attentat du Drakkar en 1983 à Beyrouth, la série d'attentats perpétrés à Paris en 1985-86 (Marks & Spencer, rue de Rennes ...), ou la prise de trois otages français à Beyrouth en 1985. En décembre 2007, vous jugiez à juste titre « choquante » la visite officielle du Colonel Kadhafi, alors même qu'il avait officiellement renoncé à développer des armes de destruction massive et à soutenir le terrorisme. Comment dès lors comprendre cette invitation aujourd'hui ?

Monsieur le Président, il est politiquement et moralement inacceptable que l'Iran utilise le pactole financier qui résultera de la levée des sanctions pour poursuivre sa politique hégémonique d'agression et de déstabilisation du Moyen-Orient. Le régime sanguinaire de Damas, qui massacre et a employé des armes chimiques contre sa propre population, n'est plus qu'un Etat fantoche sous la coupe des Mollahs. De même, la politique sectaire violemment anti-sunnite du gouvernement irakien a été pilotée depuis Téhéran et explique en grande partie la montée en puissance de Daesh. La stratégie de l'Iran au Moyen-Orient a engendré le monstrueux califat noir, pour écraser dans un silence assourdissant les autres formes de contestation plus modérées ! Mais surtout, la nouvelle donne créée par l'accord incitera sans doute d'autres Etats du Moyen-Orient (Turquie, Egypte, Arabie Saoudite), craignant les ambitions de l'Iran, à engager une course aux armements. Peut-on accepter une prolifération nucléaire incontrôlée dans la région la plus volatile du monde ?

Monsieur le Président, la République islamique d'Iran est animée par une haine obsessionnelle d'Israël et des Juifs. Ses dirigeants déclarent ouvertement vouloir « effacer Israël de la carte », Israël où vivent près de 150 000 de nos compatriotes, et dont la vie est déjà régulièrement menacée par les missiles et rockets fournis par l'Iran aux organisations djihadistes Hamas et Hezbollah.

Pire, la France ne peut, sans renier ses valeurs les plus fondamentales, se rapprocher d'un régime qui a organisé en 2015 un concours international de caricatures sur la Shoah ! Je rappelle également l'attentat à la voiture piégée à Buenos Aires en 1994 contre l'Association mutuelle israélite argentine qui fit 84 morts et 230 blessés ! A l'instar des djihadistes français Merah, Nemmouche ou Coulibaly, les dignitaires iraniens tuent des juifs parce qu'ils sont juifs. Huit dirigeants iraniens de haut rang sont recherchés par Interpol depuis 2007 pour leur rôle dans cet attentat, dans lequel est aussi impliqué le président Rohani. On ne peut d'un côté commémorer la Rafle du Vél' d'Hiv' et ériger la lutte contre l'antisémitisme en grande cause nationale et, de l'autre, normaliser ses rapports avec l'Iran, pays ouvertement négationniste, sans exiger au préalable clarification sur ces questions essentielles. Quelle légitimité aura demain le monde occidental, par exemple pour inciter Israël à des concessions territoriales supplémentaires, s'ils n'hésitent pas à pactiser avec la République islamique qui menace de détruire Israël ?

Enfin, l'histoire récente démontre que l'Iran n'est pas un partenaire fiable et que seules la fermeté et la pression des sanctions ont permis de faire plier les Mollahs, qui pratiquent systématiquement double jeu et double langage. La République islamique a constamment cherché à se soustraire à ses obligations internationales et à développer des armes nucléaires en trichant avec les inspecteurs de l'AIEA. L'incroyable

défiance affichée dès le 18 juillet, soit 4 jours après l'accord, par l'Ayatollah Khamenei, qui assure que son pays continuera à soutenir le terrorisme et qui vient de publier un ouvrage intitulé « Palestine » dans lequel il réitère son projet d'anéantir Israël.

Monsieur le Président, en 1994, à l'issue de l'accord avec la Corée du Nord, le président Clinton déclarait, triomphal et optimiste : « La Corée du Nord va geler puis démanteler son programme nucléaire. [...] Le monde entier sera plus sûr car nous ralentissons la propagation des armes nucléaires ». La suite, hélas, nous la connaissons. Or, l'Iran n'est pas la Corée du Nord mais la matrice du djihad global sans limite depuis plus de trente ans. Or, le djihad est à nos portes, voire dans nos villes et nos quartiers. Opposer extrémisme chiite et sunnite n'a pas de sens : République islamique et Etat islamique sont comme les deux faces d'une même pièce. Je rappelle que l'Ayatollah Khomeiny, père de la République islamique, qualifiait son régime de « califat islamique » !

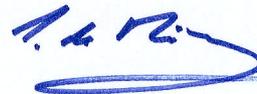
C'est pourquoi, quels que soient les enjeux commerciaux en présence, je tenais à vous faire part, avec respect mais franchise, de mon incompréhension et de mes craintes. On peut rêver que le récent accord nucléaire permettra d'ouvrir un nouveau chapitre dans les relations avec l'Iran et accompagnera la normalisation progressive du régime. Le peuple iranien est un très grand et très ancien peuple, dont la contribution historique à la civilisation est immense. Cependant, on ne peut prendre ses désirs pour des réalités. Nous voulons tous éviter la guerre, nous voulons assurer paix durable et prospérité au Moyen-Orient. Mais je crains fort que ce ne soit pas le cas des Mollahs qui dirigent l'Iran ! Hélas, l'histoire montre que le camp conservateur l'a toujours emporté ces dernières années à Téhéran et qu'il est donc illusoire d'attendre une normalisation spontanée du régime. C'est pourquoi, plus que jamais, prudence et fermeté s'imposent. Il est de la responsabilité morale et historique de notre pays de continuer de faire rempart aux velléités américaines et empêcher que cet accord devienne un avatar des Accords de Munich en 1938 ! *A minima*, la communauté internationale a le devoir d'exiger de l'Iran des progrès tangibles dans le respect des droits de l'homme et des minorités, la cessation de tout appui au terrorisme, le respect de la souveraineté des Etats voisins, la fin des menaces de destruction d'Israël voire la reconnaissance du droit d'Israël d'exister. Notre diplomatie regagnerait ainsi toute sa noblesse et la place de notre pays et de l'Europe sur la scène mondiale serait confortée.

70 ans après Hiroshima et Nagasaki – plus de 200 000 morts en quelques secondes ! - la France et le monde libre ont l'obligation morale de tout faire pour éviter que pareille tragédie se reproduise !

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

*Respectueusement, bien à toi.*

P.O. Meyer HABIB



Copie au Premier ministre  
Copie au Ministre des Affaires étrangères

Monsieur François Hollande  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris